

**Droit de réponse aux articles de la Provence du 26 avril 2021
« Ils plantent des patates contre l'extension de la zone d'activités »
et du 31 mai 2021 « Des patates pour résister au béton ».**

Ces articles qui ont fait la 1^{ère} page de vos éditions ont tronqué ma position sur ces manifestations et ne restituent pas à mes yeux les enjeux du débat sur les nécessités de développement économique et la sauvegarde de l'agriculture. Je considère que vous auriez dû avoir l'amabilité au préalable, d'interviewer le Maire de Pertuis, mis en cause personnellement sur un sujet aussi déterminant. Merci en conséquence de publier auprès de vos lecteurs, le droit de réponse suivant :

Mon ambition pour Pertuis, fruit de 13 années au service des Pertuisiens confirmée en mars dernier pour un 3^{ème} mandat, est de retrouver à la fois une agriculture prospère, comme elle l'a été dans les années 70, et un développement économique qui satisfasse à l'emploi et à la création de richesse pour la collectivité dans son ensemble. Opposer ces deux activités, essentielles pour notre ville, n'a pour moi pas de sens et le foncier de la commune doit profiter à l'ensemble de ces secteurs. L'agriculture n'est pas très pourvoyeuse en emplois mais assure, en revanche, les besoins essentiels vivrières de la population et la protection de nos paysages. A l'inverse, l'industrie crée des emplois et richesses fiscales et ce faisant, remplit les frigos de nos concitoyens et permet le financement d'équipements publics (routes, écoles, crèches, ...).

Si on veut bâtir l'avenir d'un territoire, ce n'est pas en prônant l'immobilisme et en restant au moyen-âge, comme l'a rappelé le Président de la République, mais en faisant preuve d'audace ! Notre pays a besoin de décideurs publics « moteurs » pour construire le futur, et c'est par tempérament, mon cas. Si je me suis intéressé à la vie publique, c'est en particulier pour développer l'emploi de nos concitoyens, comme j'ai pu le faire dans le monde entier avec mes entreprises, qui pour moi, est créateur de richesses pour tous et détermine la vie et l'existence même de nos concitoyens.

Fils d'agriculteur, très attaché à cette activité depuis mon plus jeune âge, on me fait aujourd'hui le procès d'intention d'en être le fossoyeur. Les machines que j'ai inventées durant toute mon existence sont destinées à l'agriculture durable, à l'environnement pour le recyclage des déchets, et maintenant aux batteries électriques du futur. S'il me prenait l'envie saugrenue de nuire à l'agriculture ou à l'environnement, j'aurais depuis longtemps déposé le bilan. Pour l'anecdote, au début du siècle dernier, le 1^{er} exportateur d'asperges à la

Cour d'Angleterre était mon ancêtre, mon grand oncle Jules Olivier avec mon arrière grand-père, une référence pour moi. J'ai cette passion de l'agriculture dans les veines, dans le sang. S'agissant encore de la sauvegarde de la pomme de terre de Pertuis, il faut savoir qu'il s'agit d'une activité que j'ai toujours soutenue financièrement au travers de l'association des pommes de terre de Pertuis, et c'est moi-même qui ai déposé historiquement la marque à l'INPI... Peu de manifestants, je pense, peuvent se prévaloir d'avoir œuvré pour l'agriculture comme j'ai pu et je continue à le faire aujourd'hui.

REFAIRE DE NOTRE PLAINE DE LA DURANCE, LE JARDIN DE LA FRANCE

S'agissant de la problématique de fond sur le développement de l'agriculture sur Pertuis, il faut se rappeler qu'il y a 50 ans, on cultivait dans notre plaine, le moindre mètre carré de terre. Elle était le jardin de la France avec la culture de la pomme de terre, des asperges et des melons réputés internationalement et qui ont fait la richesse de la commune jusque dans les années 70.

Aujourd'hui, notre plaine se meurt. 500 ha de terres sont en friches dont 100ha, propriété de la mairie, rachetés à la SAFER, société d'aménagement foncier et d'établissement rural. Cette dernière les avait acquis en préemptant sur les ventes des terrains concernés qui ne trouvaient pas preneurs parmi les agriculteurs. Le drame aujourd'hui, c'est qu'il n'y a plus de jeunes agriculteurs issus des générations précédentes prêtes à reprendre le flambeau. Il n'y subsiste à ma connaissance, qu'une seule agricultrice qui a pris la suite courageuse de son père pour l'élevage d'ovins et 3 jeunes installés ces dernières années dans les coteaux pour la vigne.

Au fil du temps, cette plaine a perdu sa vocation agricole. Aujourd'hui, 5 centres équestres ou ranch occupent une bonne part du foncier, vendu par les agriculteurs historiques à bon prix, qui a perdu sa vocation de cultures vivrières.

Je tiens sur le sujet à être clair. Il faut arrêter les fantasmes sur le manque de foncier agricole sur Pertuis. Aujourd'hui, il y a plus de 500 hectares de friches sur les 1200 ha de surfaces utiles agricoles de la plaine. Le problème de fond, c'est le manque de jeunes agriculteurs avec une profession en crise profonde et qui a besoin d'être accompagnée et soutenue comme nous le faisons avec la commune et le Pays d'Aix et avec des aides publiques à l'installation.

C'est pour cela que j'ai créé avec la Communauté du Pays d'Aix la couveuse agricole et mis à disposition de jeunes agriculteurs pour leur installation, les 100ha de terres communales, sachant que l'agriculture est une activité capitalistique qui nécessite pour les exploitants de disposer de foncier.

Ce qu'il nous faut donc avant tout, c'est attirer de jeunes agriculteurs, les soutenir, et non pas engager une bataille pour du foncier dont nous disposons en quantité, et pour lequel nous avons mis en œuvre des démarches protectrices pour le sauvegarder à long terme et le réhabiliter :

- Nous avons engagé, avec le département de Vaucluse, un programme ambitieux de remembrement et d'irrigation sur 1200ha afin de mettre à disposition d'agriculteurs, des parcelles cultivables de belle taille et non plus comme historiquement, un parcellaire morcelé inexploitable.

-Pour sanctuariser ce foncier dans le développement futur de la ville, nous avons été une des seules communes en PACA à mettre en place au sein de notre PLU, une Zone Agricole Protégée de près de 1 000ha.

- Pour compléter le dispositif, une couveuse de jeunes agriculteurs évoquée plus haut leur permet d'exploiter 100ha de terres communales gratuitement. Cette initiative connaît un véritable succès auprès des jeunes agriculteurs et je vous invite à la découvrir au travers d'un reportage ou une visite de terrain : https://www.youtube.com/watch?v=29K_qAeJ-00

- Enfin, j'ai engagé, avec le Pays d'Aix et la Société du Canal de Provence, des projets d'irrigation viticole sur nos coteaux attendus pour 2022. L'enjeu : le développement de nos coteaux qui représentent 2000 ha, mais dont seulement 350ha de vignes sont cultivés. Pour ressusciter ces vignobles durement frappés par le réchauffement climatique, il nous faut l'irrigation afin que notre coopérative viticole qui se meurt, puisse atteindre le seuil de rentabilité critique de 30 000 hl correspondant à sa capacité de vinification historique.

L'agriculture sur Pertuis n'a pas de meilleur défenseur que moi et non ces idéologues, professionnels des procès d'intention, qui méconnaissent et caricaturent le sujet, relayés par une opposition en panne d'inspiration. Manier une idéologie hors sol, en répétant devant les médias des mensonges, n'en fait pas une vérité de terrain...

QUI SE CACHENT ALORS DERRIERE LE FAUX NEZ DE LA SAUVEGARDE DE L'ÉCOLOGIE ET DE L'AGRICULTURE ?

Des marginaux, des agitateurs d'extrême-gauche qui se veulent « démocrates » et qui pourtant, piétinent le processus démocratique et le fait majoritaire. Rappelons que ce débat sur l'opportunité d'une nouvelle zone industrielle, au cœur des dernières élections municipales, a été tranché sans ambiguïté par les Pertuisiens dès le 1^{er} tour, tout comme par l'enquête publique qui l'a précédé, rendant un avis favorable au projet d'extension.

Pourquoi alors, rouvrir maintenant ce débat en pleine crise sanitaire ? Quelles sont les motivations cachées des membres de ces « collectifs citoyens », très minoritaires, qui se réunissent de manière irresponsable sur la voie publique en plein confinement, auxquelles s'est jointe de manière totalement opportuniste et scandaleuse, l'opposition municipale, mauvaise perdante des dernières élections, et qui a pourtant soutenu, à plusieurs reprises, ce projet d'extension en conseil municipal ? (voir tableau ci-joint).

Dans leur grande majorité, ces agitateurs ne sont ni agriculteurs, ni Pertuisiens, ni même pour beaucoup d'entre eux, Vauclusiens.

Parmi eux, des spéculateurs fonciers, très éloignés des préoccupations environnementales, qui ont construit illégalement dans la zone inondable sur des terrains agricoles dans la plaine sans autorisation, et qui se plaignent à présent d'être expropriés avec une faible indemnisation publique ! Nos impôts, vos impôts !

Il faut pourtant savoir que la valeur de ces terrains acquis par l'Etablissement Public Foncier pour le compte de la Métropole, compétente pour l'aménagement de cette zone d'activité, est fixée par les domaines, pour éviter justement toute spéculation, sachant que la loi oblige à reloger ou à indemniser à la valeur du bien acquis, ceux qui seront expropriés, sous réserve, qu'il s'agit bien-sûr de constructions régulières. Une minorité des situations, en l'espèce...

UN PROJET AVANT-GARDISTE DE ZONE INDUSTRIELLE, AUX DERNIERES NORMES ENVIRONNEMENTALES, INDISPENSABLE POUR L'EMPLOI

La France pâtit depuis de nombreuses décennies d'une désindustrialisation galopante, découverte qu'on fait les français lors de la crise sanitaire avec la pénurie d'équipements de protection et de médicaments réalisés à 80% à l'étranger et en particulier en Asie. Il y a donc urgence à réindustrialiser notre territoire afin de retrouver notre souveraineté économique.

Il faut savoir que les priorités de l'agenda du développement économique de la Métropole voté à l'unanimité par ses conseillers de droite comme de gauche, fixent à 1500ha les besoins de foncier à mobiliser pour l'économie industrielle et l'emploi sur le territoire. Raison pour laquelle, je me suis attaché à promouvoir le développement de cette zone d'activité de compétence métropolitaine sur ma commune, identifiée depuis 2008 par l'Etat comme zone prioritaire d'accueil des entreprises ITER, en l'absence de foncier disponible sur d'autres territoires (DIRE Etat Val de Durance 2009).

Ce faisant, j'ai engagé la réalisation de nouvelles digues pour un montant de 5M€ afin de protéger les 1200 entreprises existantes de la zone actuelle, et ces futurs espaces, de la crue millénaire de la Durance de 6500m³/s et les ouvrir à une urbanisation maîtrisée. Plusieurs centaines se sont déjà manifestées pour s'y implanter demain et la demande high-tech se poursuit avec par exemple, l'implantation d'une usine pour la préparation des pistaches cultivées à nouveau sur nos terres.

Parmi les candidats potentiels, des entreprises du futur spécialisées dans l'environnement et les énergies renouvelables à l'image des groupes ADVANTOP, AKRAPLAST, NORPAIR, spécialisés dans les matériaux durables pour les constructions de demain, les entreprises PELLENC, WINLIGHT, créatrice des optiques des caméras des robots actuellement sur Mars et bien sûr, les sous-traitants du projet d'énergie propre ITER pour la phase prochaine des premiers plasmas.

Ces projets d'implantations sont instruits avec les mêmes lunettes, sans aucun passe-droit par les services du Pays d'Aix. Ma seule préoccupation dans ce formidable projet, faire accéder les pertuisiens à un emploi et à un logement pérennes car le salut de notre

engagement, j'en suis convaincu, se trouve dans la réussite individuelle et collective et non l'assistanat dont notre pays se meurt.

Je rappelle qu'il y a ce jour 2497 demandeurs d'emploi, parmi lesquels de nombreux jeunes pertuisiens suivis par la mission locale et 600 demandeurs de logements sociaux sur une commune carencée en logements sociaux que nous ne pouvons abandonner, et ce projet de zone d'activité soutenu par l'ensemble des acteurs économiques, pôle emploi, la mission locale, le Comité pour le bassin d'emploi, etc... est essentiel pour relancer notre économie et résorber notre chômage.

Concernant enfin les contre-vérités des opposants sur le projet de zone industrielle véhiculés à grand bruit lors des dernières manifestations :

- Quel mensonge de faire croire aujourd'hui, qu'il existe en alternative à ce projet indispensable pour le développement de la vallée, une densification possible de l'actuelle zone activité totalement saturée, par l'utilisation de « fabuleuses » friches qui n'existent que dans leur esprit. Les quelques friches existantes sont déjà aménagées (ancienne friche Valais et Staiano) ou en cours d'aménagement (friche Maisons Phoenix et Sotramo-Parola).

- Quel mensonge de faire croire aujourd'hui que cette nouvelle zone d'activité sera « bétonnée », lorsque l'on sait que celle-ci sera à l'avant-garde en matière environnementale, à l'image de notre nouveau groupe scolaire des Moulières, avec l'utilisation de matériaux durables, l'utilisation d'énergies renouvelables et une véritable réflexion sur la perméabilisation des espaces et leur végétalisation.

- Quel mensonge aujourd'hui de vouloir faire croire à la population que nous souhaitons implanter des galeries commerciales sur ces terrains, sachant que l'Etat depuis 2015 a labellisé ce foncier en « Espaces Stratégiques en Mutation (ESM) » qui en réserve l'usage exclusif au développement industriel et aux entreprises high-tech et celles liées à ITER !

- Quel mensonge aujourd'hui de dire que nous souhaitons implanter des constructions en zone inondable, sachant que depuis 2020, au terme de 10 ans d'études et de travaux de construction de digues, légitimés par 1500 pages d'études techniques et environnementales, a été acté par l'Etat que la zone existante et son extension projetée faisaient partie d'une zone protégée face au risque d'une crue millénaire de 6500 m3/s !

- Quel mensonge aujourd'hui de vouloir faire croire que ces terres sont irriguées parfaitement alors que depuis 2015 les réseaux ont été cédés à la commune par l'association des syndicats arrosant en déconfiture.

- Quel mensonge aujourd'hui de vouloir faire croire que ces terres sont de forte valeur agronomique ! La plupart des terrains en question sont aujourd'hui en friche ou occupés par des constructions illicites, et leur valeur agronomique a fait l'objet d'une évaluation de plus de 200 pages par des experts agréés, concluant à une moyenne valorisation et une

compensation possible... avis partagé unanimement par le chambre d'agriculture de Vaucluse, la chambre d'agriculture régionale et la commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPNAF).

- Quel mensonge enfin, d'expliquer que ce projet serait téléguidé par le Maire au seul bénéfice des entreprises PELLENC qu'il a historiquement crée et portent son nom. Qui peut reprocher au maire, d'avoir fondé en qualité d'inventeur-entrepreneur une entreprise de réputation mondiale ? Je rappelle que ma réussite entrepreneuriale précède mon engagement politique et personne ne peut remettre en cause mon éthique et mon incorruptibilité dans l'exercice de mes mandats.

Le fait de contester la prospérité d'une entreprise pertuisienne internationale et son développement en France et sur sa commune d'origine est pour moi sidérant. Je considère au contraire, qu'il s'agit d'une chance et d'une fierté pour Pertuis d'avoir une entreprise qui souhaite se développer localement et que son maire en ai été le fondateur. Il y a lieu de tout mettre en œuvre pour la création d'emplois industriels sur des technologies environnementales durables touchant à l'agriculture, au recyclage et aux batteries électriques du futur.

Je m'interroge enfin sur le mutisme étrange de ces associations ou de nos conseillers d'opposition prétendument « écologistes », sur le plus grand scandale environnemental et sanitaire sur Pertuis depuis 50 ans, avec la pollution en cours et non traitée de notre nappe phréatique et de nos terres agricoles au tétrachloréthylène, et de notre air par les rejets nauséabonds d'un groupe industriel peu scrupuleux et actuellement sous le coup d'une procédure judiciaire et administrative, SOTRAMO PAROLA.

Je les invite donc à l'avenir, à mieux choisir leur combat pour l'environnement et les enjoint à me rejoindre dans celui que je mène sans relâche pour l'agriculture.

Roger PELLENC

Maire de Pertuis